

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 04/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FERME EOLIENNE DE LA MADELEINE SAS

20 avenue de la Paix
67000 Strasbourg

Références : IC250520
Code AIOT : 0010011666

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/08/2025 dans l'établissement FERME EOLIENNE DE LA MADELEINE SAS implanté Lieu-dit Chemin d'Orgères 28140 Cormainville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite inopinée dans le cadre de l'action régionale Biodiversité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERME EOLIENNE DE LA MADELEINE SAS
- Lieu-dit Chemin d'Orgères 28140 Cormainville
- Code AIOT : 0010011666
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Parc éolien composé de 7 éoliennes.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Mise en œuvre des mesures ERC	AP Complémentaire du 27/01/2025, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
8	Balisage lumineux de nuit	Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.5	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Suivi environnemental – Mise en œuvre mesures préconisées dans conclusions	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Versement des données brutes issues du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
4	Mortalité espèce protégée	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R. 512-69	Sans objet
5	Respect du bridage	AP Complémentaire du 27/01/2025, article 2	Sans objet
7	Mise en œuvre des mesures ERC du dossier d'autorisation environnementale	Arrêté Préfectoral du 10/01/2013, article 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Synchronisation du balisage lumineux	Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation et qualité du suivi
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 26/06/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport relatif au suivi environnemental réalisé pour le parc en 2021. Le prochain suivi est programmé en 2026.</p> <p>Absence d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi environnemental – Mise en œuvre mesures préconisées dans conclusions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Recommandations du bureau d'études
Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Constats :

Les conclusions du rapport du suivi environnemental du parc réalisé en 2021 indiquent :

"Concernant les chiroptères, la mortalité n'est pas significative. De ce fait, les mesures correctives précédentes (bridage) peuvent être maintenue.

Rappel du bridage en place à maintenir jusqu'au suivi n+10 :

pour les éoliennes E2, E3, E6 et E8,

du 1er août au 31 octobre,

du coucher du soleil jusqu'à 3h après et 2h avant le lever du soleil.

Le bridage est mis en place lorsque :

température supérieure à 13°C,

vent inférieur à 6m/s.

Concernant les oiseaux, la mortalité est significative en nombre d'individus impactés. Toutefois, seules trois espèces protégées ont été impactées : le Martinet noir (3 individus), la Buse variable (1 individu) et le Gobemouche gris (1 individu). Nous proposons en mesure corrective, d'améliorer les habitats de chasse de ces espèces et leurs habitats de reproduction et de repos lorsque cela s'avère possible.

Concernant le Martinet noir, il s'agit de poser au moins 2 nichoirs spécifiques pour cette espèce à plus de 200 m des éoliennes (mais préférentiellement à plus d'1 km). Les nichoirs à Martinets noirs doivent être installés en hauteur (idéalement entre 6 et 8 m de hauteur), à l'abri des intempéries et des vents dominants, de préférence sous une avancée de toit.

Concernant la Buse variable et le Gobemouche gris, nous proposons la plantation de 100 ml de haies en continuités de haies bocagères existantes ou de boisements, à plus de 200 m des éoliennes ou la mise en place d'une gestion différenciée sur 100 ml de lisières existantes. Il s'agit dans ce cas de ne réaliser qu'une fauche très tardive mi-octobre autour des haies existantes (sur deux mètres au minimum) au lieu des fauches habituelles (avril, juillet)."

Ces mesures ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire du 27/01/2025 (**voir points de contrôle n°5 et 6**).

Par courriel du 26/06/2025, l'exploitant a justifié la mise en place du plan de bridage, de la plantation de haie et de l'installation de nichoirs à martinet.
Absence d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Versement des données brutes issues du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Données brutes
Prescription contrôlée : [...] Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. [...]
Constats : Par courriel du 26/06/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le certificat de dépôt des données brutes collectées dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité". Absence d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mortalité espèce protégée

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/08/2025, article R. 512-69
Thème(s) : Risques chroniques, Rapports accidents/incidents
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces

<p>informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport relatif au suivi environnemental de 2021 mentionne la découverte de plusieurs cadavres d'oiseaux (buse variable, martinet noir, gobemouche gris...) et de chauve-souris (pipistrelle commune).</p> <p>Les espèces de ces cadavres ne sont pas classées comme étant en danger critique (CR), en danger (EN) ou vulnérable (VU) sur une liste rouge locale, régionale ou nationale.</p> <p>Pour rappel, dans le cadre du suivi environnemental et à tout moment de la vie de l'installation, une mortalité d'espèce menacée (en danger critique, en danger ou vulnérable sur une liste rouge locale, régionale ou nationale) ou une mortalité importante/massive d'une même espèce protégée est considérée comme des incidents au titre de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement.</p> <p>Absence d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Respect du bridage

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/01/2025, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bridage chiroptère/avifaune</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit des aérogénérateurs, intégrant des phases de bridage des éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris.</p> <p>Ce plan sera effectif au plus tard 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Du 1er août au 31 octobre ; • Pour les éoliennes E2, E3, E6 et E8 ; • Pour des vitesses de vent inférieures ou égales à 6 m/s ; • Pour des températures supérieures à 13 °C ; • Du coucher du soleil jusqu'à 3 h après et 2h avant le lever du soleil. <p>Ces mesures seront couplées à des enregistrements des paramètres météorologiques (vitesse du vent, température).</p> <p>La mise en place effective du plan de fonctionnement, et des périodes de bridage des machines associées doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté, à l'inspection des installations classées.</p> <p>Toute modification de ce plan de fonctionnement réduit devra faire l'objet de la demande prévue à l'article R. 181-45 du code de l'environnement, suivant les suivis de mortalité et d'activité des chiroptères.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p>

Sur le terrain, il est constaté, le 11/08/2025 à 21h30, que les éoliennes du parc sont en fonctionnement.

Par courriels du 20/08/2025 et du 02/09/2025, l'exploitant a transmis le justificatif de mise en application du plan de bridage. Pour les date et heure mentionnées ci-dessus, l'inspection des installations classées constate que les conditions météorologiques n'étaient pas réunies pour la mise en œuvre du bridage (vents supérieurs à 8m/s).

Au cours des 12 derniers mois, les éléments transmis permettent d'établir que le bridage est effectif pour les conditions prescrites.

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mise en œuvre des mesures ERC

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/01/2025, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, ERC

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant met en place les mesures suivantes :

- La pose de deux nichoirs à Martinet noir à plus de 200 m des éoliennes (préférentiellement à plus d'un km), en hauteur (entre 6 m et 8 m), à l'abri des intempéries et des vents dominants
- La plantation de 100 ml de haies en continuité de haies bocagères existantes ou de boisements à plus de 200 m des éoliennes ou la mise en place d'une gestion différenciée sur 100 m de lisières existantes.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs de réalisation des actions précitées.

Constats :

Par courriel du 26/06/2025, l'exploitant a transmis les justificatifs de réalisation de la plantation de haie et de l'installation de nichoirs.

Sur le terrain, il est constaté la présence de trois nichoirs et de la haie.

La haie a été plantée sur deux rangées parallèles de 50 ml, qui ne sont pas en continuité avec des haies bocagères existantes ou de boisements, et à proximité de bâtiments. Les objectifs de réduction de l'impact sur l'avifaune visés par cette mesure ne peuvent pas être atteints dans ces conditions.

Constat : la plantation de 100 ml de haies n'est pas réalisée en continuité de boisements ou haies bocagères existantes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Mise en œuvre des mesures ERC du dossier d'autorisation environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2013, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, ERC
Prescription contrôlée : Le permis de construire est accordé sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.
Constats : Par courriel du 26/06/2025, l'exploitant a transmis l'étude d'impact du projet à l'inspection des installations classées, la seule mesure ERC relative à la biodiversité pour la phase d'exploitation consistait en un suivi avifaunistique du projet. L'exploitant a transmis le suivi environnemental réalisé sur le parc éolien en 2021, caractérisant la mortalité des oiseaux sur le site. Absence d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Balisage lumineux de nuit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Balisage lumineux
Prescription contrôlée : Chaque éolienne est dotée d'un balisage lumineux nocturne assuré par des feux d'obstacle de moyenne intensité de type B (feux à éclats rouges de 2 000 cd). Ces feux d'obstacle sont installés sur le sommet de la nacelle et sont visibles dans tous les azimuts (360°). Des feux de moyenne intensité, dits " à faisceaux modifiés ", peuvent être utilisés en lieu et place

des feux de moyenne intensité de type B. Ces feux MI à faisceaux modifiés sont des feux rouges à éclats utilisables pour le balisage de nuit, dont l'intensité effective à 4° de site au-dessus du plan horizontal est de 2 000 cd et qui respectent la répartition lumineuse décrite dans le tableau ci-après : [...]
<p>Constats :</p> <p>A 21h30 le 11/08/2025, il est constaté que le balisage lumineux du parc éolien est assuré par des feux à éclats rouges implanté sur l'ensemble des éoliennes du parc. Ces feux d'obstacle sont installés sur le sommet de la nacelle et sont visibles dans tous les azimuts (360°).</p> <p>A 21h, le balisage lumineux de l'éolienne LM5 est assuré par des feux à éclats rouges (balisage nocturne), pour les autres éoliennes du parc le balisage lumineux est assuré par des feux à éclats blancs (balisage diurne).</p> <p>Constat : le balisage lumineux de nuit est appliqué à l'éolienne LM5 en période diurne.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Synchronisation du balisage lumineux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Balisage lumineux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les feux à éclats de même fréquence implantés sur toutes les éoliennes sont synchronisés. Les feux à éclats initient leur séquence d'allumage à 0 heure 0 minute 0 seconde du temps coordonné universel avec une tolérance admissible de plus ou moins 50 ms. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 11/08/2025 à 21h30, il est constaté que le balisage lumineux des éoliennes du parc est synchronisé.</p> <p>Absence d'écart constaté</p>

